

## La crise de Mai 68

La crise de 1968 est fondamentalement une crise de société qui touche à peu près au même moment tous les grands pays industriels, États-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne. Ce n'est que tardivement, par raccroc, qu'elle se greffe sur la réalité politique française et semble devoir emporter un régime qui, depuis 1965, paraît à bout de souffle. Mais sa signification dépasse très largement le cadre du politique et plonge ses racines dans la psychologie collective des sociétés industrielles à l'âge de la croissance.

Ceci est particulièrement vrai de la première phase du mouvement, la phase étudiante. Elle prend naissance dans les Universités où la jeunesse intellectuelle conteste violemment la « société de consommation » qui écrase la personnalité de l'homme au nom du productivisme, et aboutit à la frénésie de consommation des uns pendant qu'une grande partie du monde croupit dans la misère et que, même dans les pays riches, nombreux sont ceux qui connaissent des difficultés considérables. On voit ainsi se mêler dans la jeunesse étudiante des thèmes généreux de justice sociale, des thèmes fondés sur la volonté de libérer l'homme de toutes les entraves qui pèsent sur lui, qu'elles soient sociales, administratives, religieuses, etc., et des thèmes plus nettement politiques qui consistent à lutter contre la société capitaliste, accusée d'être à la source de toutes les injustices et de toutes les contraintes. Cette dernière partie du programme est le fait des étudiants « gauchistes » qui rassemblent, à la fois contre la société capitaliste et contre le communisme bureaucratique de style soviétique, des anarchistes libertaires, des admirateurs du maoïsme chinois (ou de ce qu'on en connaît), des trotskistes, des marxistes non communistes, etc.



La crise débute dans la nouvelle faculté de Nanterre, ensemble de bâtiments neufs bâtis au centre d'un bidonville, où apparaît de manière flagrante le contraste entre la richesse de la société privilégiée et la misère des plus pauvres. Le 22 mars 1968, les étudiants gauchistes occupent la salle du conseil de cette faculté. Dans les semaines qui suivent, le « mouvement du 22 mars » rassemblant les divers groupes gauchistes, sous la conduite de l'étudiant en sociologie Daniel Cohn-Bendit, multiplie les actions dont l'objet est de contraindre la société à « démasquer son vrai visage », celui de la répression, baptisé pour la circonstance « fascisme ». En fait, ces étudiants, s'ils mettent en cause le fonctionnement de l'Université afin d'entraîner avec eux la masse de leurs condisciples, rejettent toute attitude syndicaliste. L'Université n'est pour eux que la base d'où pourrait partir la révolution qui jettera bas la société capitaliste. Or ce projet va être servi par les maladresses du gouvernement. Le 2 mai 1968, la faculté de Nanterre est fermée. Les étudiants « gauchistes » se transportent alors au Quartier Latin où ils trouvent l'appui des étudiants de la Sorbonne. Le 3 mai, la police intervient pour faire évacuer la Sorbonne.

Il s'ensuit des bagarres entre étudiants et forces de l'ordre au Quartier Latin, qui durent une partie de la nuit. L'engrenage manifestations-répression est dès lors mis en place. Jour après jour, les cortèges étudiants se heurtent à la police et les affrontements dégénèrent en émeutes. Le 10 mai, des barricades sont érigées et de véritables combats se déroulent dans la capitale; des véhicules sont incendiés, il y a des blessés, mais en dépit de la violence des heurts, aucun mort. Les étudiants gauchistes reçoivent l'appui du syndicat étudiant, l'UNEF, et du Syndicat national de l'enseignement supérieur. Un climat révolutionnaire provoqué par les étudiants s'est installé en France, dont nul ne sait sur quoi il débouchera. Le gouvernement, pris au dépourvu, est débordé par cette situation inattendue (le Premier ministre Pompidou est d'ailleurs en voyage en Afghanistan.) De même, syndicats et partis politiques ne savent comment analyser le mouvement, qui n'entre pas dans leurs concepts classiques. Seul le parti communiste prend clairement parti; il désavoue l'agitation gauchiste dans laquelle il voit « une alliée objective du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes » pour diviser les forces démocratiques.

En fait, l'ampleur du mouvement ne peut permettre aux partis et syndicats de gauche de rester à l'écart, au risque de ne pouvoir bénéficier des retombées politiques de l'agitation. Peu désireux d'épouser les mots d'ordre de la « commune étudiante », ils trouvent cependant un terrain d'entente avec elle en organisant le 13 mai une grande manifestation contre la répression policière, assortie ce même jour d'une grève générale.

La grève générale du 13 mai fait débiter la seconde phase des événements de mai juin 1968, qualifiée de « phase sociale ». Si l'agitation étudiante se poursuit, l'attention est désormais attirée sur la multiplication des grèves avec occupation de locaux qui, nées spontanément, gagnent progressivement tout le pays, s'étendant

sans discontinuer jusqu'au 27 mai. Elles commencent à l'usine Sud-Aviation de Nantes dès le 14 mai et reçoivent le 16 mai un appoint décisif avec le débrayage de la forteresse ouvrière de Billancourt, Renault. En dépit des efforts des étudiants pour lier leur mouvement à celui des ouvriers, ceux-ci demeurent méfiants et s'en tiennent à leurs propres revendications. Or, celles-ci sont multiples, souvent confuses, allant de la solution de problèmes purement locaux à la modification des conditions de travail dans l'entreprise, voire à une contestation radicale du rôle de la maîtrise, du travail à la chaîne ou à l'exigence de la reconnaissance de la responsabilité du travailleur dans l'entreprise.

C'est dire qu'à côté de revendications classiques se font jour un malaise et une insatisfaction dus aux modifications structurelles des conditions de travail. Souvent débordés par la base, les syndicats tentent de canaliser le mouvement en s'efforçant tant bien que mal d'articuler les désirs confus des grévistes. À cet égard, deux langages se font jour, celui de la CGT soutenue par le parti communiste, qui s'en tient aux demandes classiques d'augmentation des salaires, celui de la CFDT (née en 1964 de la «déconfessionnalisation» de la majorité de la CFTC) et du PSU, plus proches de «l'esprit de mai», qui réclame une profonde modification des structures de la société et de l'entreprise. Désireux de trouver un interlocuteur avec qui négocier afin de reprendre en main une situation fuyante, le Premier ministre Georges Pompidou, qui multiplie les initiatives et tient le premier rôle, alors que le général de Gaulle est découragé, décide d'ouvrir des discussions avec les syndicats et le patronat. Il choisit délibérément de donner satisfaction à la CGT, le plus puissant des syndicats français mais aussi celui dont les exigences apparaissent comme les moins fondamentales pour l'avenir.

Le 27 mai, les accords de Grenelle concèdent aux ouvriers des augmentations de salaires, la diminution du temps de travail, le droit syndical dans l'entreprise. Mais ce succès du Premier ministre est sans lendemain. Les salariés de Renault rejettent les accords qui leur sont présentés par Georges Séguy, secrétaire général de la CGT. Les grèves continuent donc, et le pouvoir n'a pas réussi à trouver une prise qui lui permettrait d'agir sur une situation imprévisible.

L'échec des négociations sociales transfère la crise sur le terrain politique. L'incapacité du pouvoir à agir sur les événements, le silence prolongé du général de Gaulle qui s'enferme dans le mutisme après la proposition d'un référendum sur la participation qui n'atteint pas l'opinion et ne joue aucun rôle sur les événements, donnent le sentiment que la succession est ouverte. Devant cette impression de vide politique, des solutions divergentes se présentent. Le 27 mai, au stade Charlety, en présence de Pierre Mendès France qui est acclamé, mais demeure silencieux, les étudiants, appuyés par des syndicalistes, exigent de profondes réformes. Le 28 mai, François Mitterrand demande la formation d'un gouvernement provisoire présidé par Pierre Mendès France (qui fait savoir qu'il accepterait ce mandat s'il lui était confié par la gauche unie), lui-même étant candidat à la présidence de la République. Quant au parti communiste, il réclame un «gouvernement populaire» dont nul ne comprend très bien ce qu'il signifie, sauf que les communistes sont prêts à y participer. Cette crise du pouvoir atteint son point culminant les 29 et 30 mai avec la «disparition» du général de Gaulle. Pendant que les spéculations vont bon train sur une éventuelle démission du chef de l'Etat qui se serait retiré à Colombey, serait parti pour l'étranger, etc., le général de Gaulle est à Baden-Baden où il confère avec le général Massu, commandant en chef des troupes françaises en Allemagne, qui semble l'avoir convaincu de reprendre les choses en main. De fait, le 30 mai, le général de Gaulle passe à la contre-offensive. Il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et lance un appel, à l'action civique des Français pour soutenir le régime. Le soir même, sous la conduite des principaux chefs gaullistes, 500000 personnes répondent à cet appel en défilant aux Champs-Élysées. Pour le mouvement de mai, c'est le début du reflux. Grèves et occupations d'usines cessent progressivement durant le mois de juin. Quant aux partis politiques, abandonnant toute velléité d'assurer dans l'immédiat la succession du régime, ils préparent les élections prévues pour le remplacement de l'Assemblée nationale.

